

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 470

[C - 99/22116]

4 FEVRIER 1999

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 mars 1990
relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté a pour but d'appliquer le plafond de revenus prévu pour un bénéficiaire isolé à un bénéficiaire cohabitant lorsque celui-ci habite ou va habiter chez ses parents ou alliés au premier ou au deuxième degré ou lorsque les parents ou alliés précités habitent ou vont habiter chez lui.

Ceci se passe en deux phases. Dans une première phase qui va du 1^{er} octobre 1998 au 31 décembre 1999, on applique la moyenne entre le plafond pour un bénéficiaire isolé et le plafond pour un bénéficiaire cohabitant. Dans une deuxième phase, à partir du 1^{er} janvier 2000, on applique le plafond d'un bénéficiaire isolé.

Il a été tenu compte des remarques formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 1^{er} décembre 1998. Si ce n'est pas le cas, cela est mentionné explicitement dans le commentaire de l'article même.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article exécute concrètement en une disposition le but du présent arrêté royal en insérant entre les alinéas 2 et 3 de l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, un nouvel alinéa.

En même temps quelques modifications formelles sont apportées; ces modifications sont devenues nécessaires en raison de l'insertion d'un nouvel alinéa.

Article 2

cfr. art. 1, alinéa 2.

Article 3

Cet article contient une disposition transitoire et ne définit pas le champ d'application du présent arrêté royal.

Il n'a pas été tenu compte de la remarque du Conseil d'Etat qu'il s'agit ici d'une disposition modificative qui ne peut pas être reprise comme une disposition autonome dans un article distinct.

Il ne s'agit d'ailleurs pas ici d'une disposition modificative, mais d'une disposition transitoire dont le but est que les handicapés ne doivent pas introduire une nouvelle demande. Si cette disposition est reprise dans le texte de l'article 4 de l'arrêté royal du 5 mars 1990, le champ d'application est limité à ceux qui avaient droit au 1^{er} octobre 1998 ce qui n'est pas l'objectif.

Article 4

Cet article contient la formule d'exécution classique.
Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 470

[C - 99/22116]

4 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het
koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoet-
koming voor hulp aan bejaarden

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit voor te leggen beoogt de toepassing van de inkomensgrens van alleenstaande gerechtigde voor een samenwonende gerechtigde wanneer deze inwoont of gaat inwonen bij bloed- of aanverwanten in de eerste of tweede graad of wanneer voornoemde bloed- of aanverwanten bij hem inwonen of gaan inwonen.

Dit gebeurt in twee fazen. In de eerste fase die gaat van 1 oktober 1998 tot 31 december 1999 wordt het gemiddelde van de grens voor een alleenstaande gerechtigde en de grens voor een samenwonende gerechtigde toegepast. In een tweede fase, vanaf 1 januari 2000, wordt de grens voor een alleenstaande gerechtigde toegepast.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen die de Raad van State heeft gemaakt in zijn advies van 1 december 1998. Indien dit niet het geval is, wordt dat uitdrukkelijk vermeld bij de commentaar van het artikel zelf.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel voert concreet in één bepaling de bedoeling van het onderhavig koninklijk besluit uit door tussen het tweede en het derde lid van artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden een nieuw lid in te voegen.

Tegelijkertijd worden een aantal vormelijke wijzigingen aangebracht noodzakelijk geworden door de invoeging van een nieuw lid.

Artikel 2

cfr. art. 1, tweede lid.

Artikel 3

Dit artikel bevat een overgangsbepaling en bepaalt niet het toepassingsgebied van dit koninklijk besluit.

Er werd geen rekening gehouden met de opmerking van de Raad van State dat het hier om een wijzigende bepaling gaat die niet autonoom in een afzonderlijk artikel dient opgenomen te worden.

Het gaat hier immers niet om een wijzigende bepaling maar om een overgangsbepaling waarvan de bedoeling is dat de gehandicapten geen nieuwe aanvraag moeten indienen. Indien deze bepaling in de tekst van artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 zou opgenomen worden wordt het toepassingsgebied beperkt tot degenen die op 1 oktober 1998 recht hadden wat ook niet de bedoeling is.

Artikel 4

Dit artikel bevat de klassieke uitvoeringsformule.
Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, troisième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale, le 6 juillet 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées", a donné le 1^{er} décembre 1998 l'avis suivant :

PORTEE ET FONDEMENT LEGAL

1. L'article 7, § 1^{er}, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés dispose que le montant des allocations est diminué du montant du revenu du handicapé, de son conjoint ou de la personne avec laquelle il forme un ménage qui dépasse les plafonds fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Ces plafonds peuvent différer, notamment, selon que l'ayant droit est isolé ou cohabitant.

L'article 7, § 3, inséré par la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales, dispose que, par dérogation à la disposition précitée du paragraphe 1^{er}, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer les modalités selon lesquelles le plafond prévu pour un bénéficiaire isolé peut être appliqué au bénéficiaire cohabitant lorsque ce dernier habite ou va habiter chez des parents ou alliés au premier ou au deuxième degré ou lorsque ceux-ci habitent ou vont habiter chez lui.

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à mettre en oeuvre ledit article 7, § 3. A cet effet, des modifications sont apportées à l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, notamment à l'article 4, § 1^{er}, de cet arrêté.

Il résulte des termes du projet que ses auteurs entendent mettre en oeuvre la disposition législative citée en deux phases. Du 1^{er} octobre 1998 au 31 décembre 1999, le plafond prévu pour la catégorie visée de bénéficiaires cohabitants est porté au niveau correspondant à la moyenne du plafond pour les bénéficiaires isolés et du plafond prévu pour les bénéficiaires cohabitants. A partir du 1^{er} janvier 2000, ce plafond est relevé au niveau du plafond fixé pour les bénéficiaires isolés.

2. La question qui se pose est de savoir si l'article 7, § 3, de la loi du 27 février 1987 procure un fondement légal suffisant à de telles règles. En effet, la disposition législative citée confère au Roi le pouvoir d'appliquer à la catégorie (particulière) visée de bénéficiaires cohabitants, le plafond applicable à un isolé, et de déterminer les modalités de cette application. Toutefois, dans l'arrêté en projet, il est appliqué à cette catégorie de bénéficiaires, du moins pendant une première phase s'étendant jusqu'au 31 décembre 1999, un plafond non mentionné par la loi, à savoir celui de la moyenne des plafonds prévus pour les isolés et les cohabitants.

Bien qu'il faille donc constater que le texte de l'article 7, § 3, de la loi du 27 février 1987, à proprement parler, ne confère pas au Roi le pouvoir d'appliquer un autre plafond (à savoir, un plafond plus bas) que celui visé par la loi, le procédé utilisé dans le projet est, en l'espèce, néanmoins acceptable. En effet, l'article 7, § 3, ne contraint pas le Roi à prendre la mesure visée, mais se limite à disposer que le Roi peut prendre la mesure visée. Le projet soumis pour avis tend en définitive à pourvoir à l'exécution de cette disposition législative, dans un sens qui s'y conforme entièrement, à partir du 1^{er} janvier 2000 (article 2 du projet). Pendant une période transitoire, dont la durée ne peut être jugée déraisonnable, il est instauré un régime qui, sans être tout à fait conforme aux termes de la loi, répond néanmoins déjà en partie à l'objectif du législateur (article 1^{er} du projet).

Etant donné notamment que le législateur était conscient du fait que l'exécution de la loi pouvait se heurter à des difficultés budgétaires (1) une exécution graduelle de la loi peut être considérée comme légale. Rien ne s'oppose à ce que l'exécution de la loi pendant une période de transition ou de lancement soit en quelque sorte en contradiction avec le texte de la loi, si, d'emblée, il est établi qu'il ne s'agit pas d'un régime transitoire et que le régime définitif est tout à fait conforme au texte de la loi.

Le régime en projet trouve dès lors, même en ce qui concerne le régime transitoire, un fondement légal suffisant dans l'article 7, § 3, de la loi.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, derde kamer, op 6 juli 1998 door de Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden », heeft op 1 december 1998 het volgende advies gegeven :

STREKKING EN RECHTSGROND

1. Artikel 7, § 1, van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten bepaalt dat het bedrag van de tegemoetkomingen wordt verminderd met het bedrag van het inkomen van de gehandicapte, van diens echtgenoot of van de persoon met wie hij een huishouden vormt, dat meer belooft dan de door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit te bepalen grenzen. Die grenzen kunnen verschillen, onder meer, naargelang de gerechtigde persoon alleenstaande of samenwonende is.

Bij artikel 7, § 3, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen, wordt aan de Koning machtiging gegeven om, in afwijking van de voornoemde bepaling van paragraaf 1, bij in Ministerraad overlegd besluit te bepalen volgens welke modaliteiten de grens voor een alleenstaande gerechtigde kan worden toegepast op een samenwonende gerechtigde die bij bloed- of aanverwanten in de eerste of de tweede graad inwoont of gaat inwonen of wanneer dezen bij hem inwonen of gaan inwonen.

Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit beoogt uitvoering te geven aan dat artikel 7, § 3. Daartoe worden wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, inzonderheid in artikel 4, § 1, van dit besluit.

Uit het ontwerp blijkt dat de stellers ervan aan de genoemde wetsbepaling uitvoering willen geven in twee fasen. Van 1 oktober 1998 tot 31 december 1999 wordt de inkomensgrens voor wat betreft de beoogde categorie van samenwonende gerechtigde opgetrokken tot het niveau dat overeenstemt met het gemiddelde van de inkomensgrens voor de alleenstaande gerechtigden en van de inkomensgrens van de samenwonende gerechtigden. Vanaf 1 januari 2000 wordt deze inkomensgrens verhoogd tot het niveau van de inkomensgrens voor alleenstaande gerechtigden.

2. De vraag rijst of artikel 7, § 3, van de wet van 27 februari 1987 een voldoende rechtsgrond biedt voor een dergelijke regeling. Immers, door genoemde wetsbepaling wordt aan de Koning de bevoegdheid gegeven om voor de bedoelde (bijzondere) categorie van samenwonende gerechtigden toepassing te maken van de inkomensgrens die geldt voor een alleenstaande, en om de modaliteiten daarvan te bepalen. In het ontworpen besluit wordt evenwel voor deze categorie van de gerechtigden, althans tijdens een eerste fase tot 31 december 1999, toepassing gemaakt van een in de wet niet genoemde inkomensgrens, namelijk deze van het gemiddelde van de inkomensgrenzen voor alleenstaanden en samenwonenden.

Ofschoon aldus moet worden vastgesteld dat de tekst van artikel 7, § 3, van de wet van 27 februari 1987, strikt genomen, aan de Koning niet de bevoegdheid geeft toepassing te maken van een andere inkomensgrens (met name een lagere inkomensgrens) dan de in de wet genoemde, kan de door het ontwerp gebruikte werkwijze te dezen nochtans aanvaard worden. Artikel 7, § 3, verplicht de Koning immers niet tot het nemen van de beoogde maatregel, maar bepaalt enkel dat de Koning de bedoelde maatregel kan nemen. Het voor advies voorgelegd ontwerp beoogt uiteindelijk uitvoering te geven aan die wetsbepaling, in een zin die er helemaal mee overeenstemt, met ingang van 1 januari 2000 (artikel 2 van het ontwerp). In een overgangsperiode, die niet geacht kan worden onredelijk lang te duren, wordt een regeling ingevoerd die, zonder helemaal met de bewoordingen van de wet te stroken, toch reeds gedeeltelijk aan de doelstelling van de wetgever beantwoordt (artikel 1 van het ontwerp).

Mede gelet op het feit dat de wetgever zich ervan bewust was dat de uitvoering van de wet op budgettaire bezwaren kon stuiten (1), kan een traspgewijze uitvoering van de wet als wettig beschouwd worden. Dat de uitvoering van de wet tijdens een overgangs- of aanlooppriode enigszins haaks staat op de tekst van de wet, is daarbij geen bezwaar, indien van meet af aan duidelijk is dat het slechts om een overgangsregeling gaat, en dat de definitieve regeling volledig strookt met de tekst van de wet.

De ontworpen regeling vindt dehalve, ook wat de overgangsregeling betreft, een voldoende rechtsgrond in artikel 7, § 3, van de wet.

EXAMEN DU TEXTE

Articles 1^{er}, 2 et 4

L'article 4, § 1^{er}, alinéa 3 (article 1^{er} du projet) est appelé à produire ses effets du 1^{er} octobre 1998 au 31 décembre 1999 (article 4 du projet). A partir du 1^{er} janvier 2000, c'est-à-dire immédiatement après que l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3 en projet aura cessé d'être en vigueur, ce même article 4, § 1^{er}, alinéa 3, sera remplacé par une nouvelle disposition (articles 2 et 4 du projet).

Ce procédé est inhabituel dans la mesure où il implique qu'une seule et même disposition (article 4, § 1^{er}) est modifiée à deux reprises : une première fois, avec effet au 1^{er} octobre 1998, ensuite à partir du 1^{er} janvier 2000.

Le Conseil d'Etat suggère d'apporter les deux modifications à l'arrêté royal du 5 mars 1990 en une seule fois en veillant bien entendu à mentionner clairement les dates respectives d'entrée en vigueur.

Si cette suggestion est suivie, l'alinéa 3, dont l'insertion est prévue, pourra, par exemple, être formulée comme suit :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, le plafond prévu pour le bénéficiaire cohabitant qui habite ou va habiter chez des parents ou alliés au premier ou au deuxième degré ou dont ces parents ou alliés habitent ou vont habiter chez lui est égal :

— à la moyenne du plafond prévu pour un bénéficiaire isolé et du plafond prévu pour un bénéficiaire cohabitant, pour la période du 1^{er} octobre 1998 au 31 décembre 1999;

— au plafond prévu pour un bénéficiaire isolé, à partir du 1^{er} janvier 2000. ».

Article 3

Il serait préférable de donner à l'article 3 de l'arrêté en projet la forme d'une disposition modificative plutôt que celle d'une disposition autonome. La disposition en projet pourrait, par exemple, constituer un nouveau paragraphe 4 de l'article 4 de l'arrêté royal du 5 mars 1990.

On remplacera dès lors les mots « du présent arrêté » par « du § 1^{er}, alinéa 3 », et les mots « à la date d'entrée en vigueur de ces dispositions » par « respectivement au 1^{er} octobre 1998 et au 1^{er} janvier 2000 ». De même, on insérera entre les mots « n'a » et « pas encore été fixé » les mots « , à ces dates, ».

La chambre était composée de :

MM. :

W. Deroover, président de chambre;

D. Albrecht, P. Lemmens, conseillers d'Etat;

H. Cousy, A. Spruyt, assesseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. W. Deroover.

Le rapport a été présenté par M. W. Van Nieuwenhove, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. Drijkoningen, référendaire.

Le greffier,

F. Lievens

Le président,

W. Deroover

—————
Note

(1) Voir l'examen des amendements n^{os} 58 et 81 en Commission des affaires sociales, *Doc. Parl., Chambre* 1996-1997, n^o 1184-14, pp. 53-55.

4 FEVRIER 1999

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment l'article 7, § 3, inséré par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, notamment les articles 4, § 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 20 novembre 1990, 30 mars 1993 et 19 mai 1995, et 5;

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Artikelen 1, 2 en 4

Het ontworpen artikel 4, § 1, derde lid (artikel 1 van het ontwerp) is bedoeld om uitwerking te hebben van 1 oktober 1998 tot 31 december 1999 (artikel 4 van het ontwerp). Met ingang van 1 januari 2000, d.i. onmiddellijk nadat het ontworpen artikel 4, § 1, derde lid, opgehouden zal hebben van kracht te zijn, zal datzelfde artikel 4, § 1, derde lid, vervangen worden door een nieuwe bepaling (artikelen 2 en 4 van het ontwerp).

Die werkwijze is ongewoon, in zoverre ze impliceert dat één bepaling (artikel 4, § 1) tweemaal gewijzigd wordt : eerst met uitwerking op 1 oktober 1998, nadien met ingang van 1 januari 2000.

De Raad van State geeft ter overweging om de beide wijzigingen in één keer in het koninklijk besluit van 5 maart 1990 aan te brengen, uiteraard met duidelijke vermelding van de respectieve data van inwerkingtreding.

Indien deze suggestie wordt gevolgd, formulere men het in te voegen derde lid bijvoorbeeld als volgt :

« In afwijking van het eerste en het tweede lid, is de grens voor de samenwonende gerechtigde die inwoont of gaat inwonen bij bloed- of aanverwanten in de eerste of tweede graad of wiens voornoemde bloed- of aanverwanten bij hem inwonen of gaan inwonen, gelijk aan :

— het gemiddelde van de grens voor een alleenstaande gerechtigde en de grens voor een samenwonende gerechtigde, voor de periode van 1 oktober 1998 tot 31 december 1999;

— de grens van een alleenstaande gerechtigde, vanaf 1 januari 2000. ».

Artikel 3

Er zou best vermeden worden artikel 3 van het ontwerpbesluit als een autonome bepaling te redigeren. Dat artikel kan integendeel beter geredigeerd worden als een wijzigende bepaling. De ontworpen bepaling zou bijvoorbeeld het voorwerp kunnen uitmaken van een nieuwe paragraaf 4 van artikel 4 van het koninklijk besluit van 5 maart 1990.

Men vervangt dan de woorden « van dit besluit » door « van § 1, derde lid », en de woorden « op de datum van in werking treden van deze bepalingen » door « respectievelijk op 1 oktober 1998 en 1 januari 2000 ». Tevens voege men tussen de woorden « recht op deze tegemoetkoming » en « nog niet » de woorden « op deze data » in.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;

D. Albrecht, P. Lemmens, staatsraden;

H. Cousy, A. Spruyt, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de de H. W. Deroover.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. Van Nieuwenhove, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J. Drijkoningen, referendaris.

De griffier,

F. Lievens

De voorzitter,

W. Deroover

—————
Nota

(1) Zie de bespreking van de amendementen nrs. 58 en 81 in de Commissie voor de sociale zaken, *Parl. St., Kamer*, 1996-1997, nr. 1184-14 pp. 53-55.

4 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkoming aan gehandicapten, inzonderheid op artikel 7, § 3, ingevoegd door de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, inzonderheid op de artikelen 4, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 november 1990, 30 maart 1993 en 19 mei 1995, en 5;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 15 juin 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juin 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 juin 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 19 juin 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} décembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 5 mars 1990 relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées, modifié par les arrêtés royaux des 20 novembre 1990, 30 mars 1993 et 19 mai 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, le plafond prévu pour le bénéficiaire cohabitant qui habite ou va habiter chez des parents ou alliés au premier ou au deuxième degré ou dont ces parents ou alliés habitent ou vont habiter chez lui est égal :

— à la moyenne du plafond prévu pour un bénéficiaire isolé et du plafond prévu pour un bénéficiaire cohabitant, pour la période du 1^{er} octobre 1998 au 31 décembre 1999;

— au plafond prévu pour un bénéficiaire isolé, à partir du 1^{er} janvier 2000. »;

2^o à l'alinéa 4 du § 1^{er}, les mots « deuxième alinéa » sont remplacés par les mots « quatrième alinéa »;

3^o à l'alinéa 5, les mots « alinéa 3, 1^o » sont chaque fois remplacés par les mots « alinéa 4, 1^o ».

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté royal les mots « alinéa 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 4 ».

Art. 3. Les dispositions du présent arrêté sont appliquées d'office aux personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de ces dispositions, bénéficient d'une allocation pour l'aide aux personnes âgées, ainsi qu'aux personnes dont le droit à cette allocation n'a pas encore été fixé par une décision administrative ou judiciaire, pour autant qu'elles répondent aux conditions requises.

Art. 4. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,

M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,

J. PEETERS

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor Gehandicapten, gegeven op 15 juni 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juni 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 16 juni 1998;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 19 juni 1998 over de aanvraag om een door de Raad van State binnen de termijn van een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 1 december 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit van 5 maart 1990 betreffende de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 november 1990, 30 maart 1993 en 19 mei 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o tussen het tweede en het derde lid wordt volgend lid ingevoegd :

« In afwijking van het eerste en het tweede lid, is de grens voor de samenwonende gerechtigde die inwoont of gaat inwonen bij bloed- of aanverwanten in de eerste of tweede graad of wiens voornoemde bloed- of aanverwanten bij hem inwonen of gaan inwonen gelijk aan :

— het gemiddelde van de grens voor een alleenstaande gerechtigde en de grens voor een samenwonende gerechtigde, voor de periode van 1 oktober 1998 tot 31 december 1999;

— de grens van een alleenstaande gerechtigde, vanaf 1 januari 2000. »;

2^o in het vierde lid van § 1, worden de woorden « tweede lid » vervangen door de woorden « vierde lid »;

3^o in het vijfde lid worden de woorden « derde lid, 1^o » telkens vervangen door de woorden « vierde lid, 1^o ».

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden « derde lid » vervangen door de woorden « vierde lid ».

Art. 3. De bepalingen van dit besluit worden ambtshalve toegepast op de personen die op de datum van in werking treden van deze bepalingen een tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden genieten, evenals op de personen wier recht op deze tegemoetkoming nog niet bij een administratieve of gerechtelijke beslissing is vastgesteld voor zover zij de vereiste voorwaarden vervullen.

Art. 4. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,

J. PEETERS

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 471

[C - 99/12012]

11 JANVIER 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 août 1995 relatif à l'utilisation des équipements de protection individuelle (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, notamment l'article 4;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 471

[C - 99/12012]

11 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1995 betreffende het gebruik van persoonlijke beschermingsmiddelen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, inzonderheid op artikel 4;